

ANNONCES POUR LA RENTRÉE 2019 : BAISSE DES MOYENS ET INÉGALITÉS SOCIALES ET TERRITORIALES RENFORCÉES !

Loi travail, Gilets jaunes, Stylos rouges : les travailleurs et les travailleuses, avec ou sans emploi, du public comme du privé ne cessent de se mobiliser pour protester contre la politique profondément inégalitaire du gouvernement. Et le secteur de l'éducation n'est pas en reste : les annonces du ministère puis de l'académie concernant les moyens alloués à l'éducation sont très inquiétants.

AUGMENTATION DU TEMPS DE TRAVAIL : CONTRE LA DEUXIÈME HEURE SUPPLÉMENTAIRE IMPOSÉE !

Le ministre Blanquer a annoncé qu'il présenterait lors du Comité Technique Ministériel aux organisations syndicales son projet de modification des statuts des enseignant-es du 2nd degré qui consiste à **permettre aux chefs d'imposer une deuxième heure supplémentaire aux personnels.**

2085 POSTES SUPPRIMÉS ET CONVERTIS EN HEURES SUP'

Le Ministre fait peser les suppressions de postes sur les conditions de travail des personnels !

400 POSTES SUPPRIMÉS CHEZ LES ADMINISTRATIFS !

Le Ministre a annoncé **la suppression de 400 postes au niveau national dont 11 dans notre académie !** C'est une dégradation des conditions de travail des administratifs mais plus largement de tous personnels !

LYCÉE PRO : SUPPRESSIONS DE POSTES EN RAFALE !

La réforme des lycées professionnels et la baisse du volume horaire des enseignements annonçaient des suppressions de postes conséquentes en lycée pro. Les annonces académiques confirment cette tendance car **c'est 16 postes qui seront supprimés et remplacés par l'équivalent de 3 temps plein en heures supplémentaires.**

EXPLOSION DES HEURES SUPPLÉMENTAIRES ET BAISSSE DU H/E EN COLLÈGE !

Les répartitions des heures entre "heures poste" et heures supplémentaires dans l'académie anticipent la modification des statuts des enseignant-es du 2nd degré.

+ 17,12% D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES DANS LES COLLÈGES DU 94 !

On ne note que **deux créations de poste en collège pour toute l'académie**, le reste des 100 temps pleins créés est en heures supplémentaires !

Par ailleurs, ces créations d'heures ne parviendront pas à couvrir la hausse démographique (+1500 élèves dans les collèges du 94).

LE RATIO D'HEURES PAR ÉLÈVES (H/E) EST EN BAISSSE (DE 1,29 À 1,27) !

ELLE EST OÙ LA PRIORITÉ À L'ÉGALITÉ ?

TOU-TE-S EN GRÈVE LE 24 JANVIER ET APRÈS ! MANIFESTATION 14H - LUXEMBOURG

CONTRE LES RÉFORMES BLANQUER DE PARCOURSUP, DU BAC, DU LYCÉE !

Les lycéen-ne-s et les établissements se sont mobilisé-e-s par des blocages et par la grève, dont certains établissements avec des grèves reconductibles avant les vacances pour demander l'abrogation de la loi ORE et notamment de Parcoursup, des lois de réformes du baccalauréat et du lycée générale et technologique et l'abandon de la réforme du lycée professionnel.

- Derrière la promotion du choix des élèves (apparemment « libres » de choisir leurs spécialités), cette réforme organise concrètement **la mise en concurrence des établissements, des territoires et des individus.**

- Elle vise à **réduire drastiquement les postes et les dépenses**, en permettant de maximiser le nombre d'élèves par classe :

À LA RENTRÉE 2019, IL N'Y AURA AUCUNE CRÉATION DE POSTES DANS LES LYCÉES DE L'ACADÉMIE ALORS QU'IL Y AURA 617 ÉLÈVES SUPPLÉMENTAIRES !

-Elle **favorise enfin les milieux sociaux les plus aisés** en complexifiant l'orientation et en faisant dépendre la poursuite des études dans le supérieur du choix des spécialités et donc de l'accès à certains lycées.

SUR LES 12 SPÉCIALITÉS PRÉVUES, 5 NE FONT L'OBJET QUE D'UNE CARTE ACADÉMIQUE OU NATIONALE QUI INCLUT LES LYCÉES PRIVÉS

1ER DEGRÉ : PAS DE SUPÉRIEUR HIÉRARCHIQUE À L'ÉCOLE !

Le Ministre a annoncé **la création d'un statut de directeur-trice-s d'école**. Ce nouveau statut entraînerait la mise en place d'un **lien de subordination entre ces nouveaux personnels de direction et leurs collègues adjoint-es**, pouvant conduire à des relations managériales au sein des équipes et une nouvelle organisation administrative de l'école, ce que nous refusons. Cette création va engendrer des restructurations, des fusions d'écoles et des mises sous tutelle par les collèges de proximité.

EVALUATIONS NATIONALES EN CP/CE1 : SUD ÉDUCATION PROPOSE DES MODALITÉS D'ACTION !

Les évaluations nationales imposées aux enseignant-e-s ont été un fiasco : des tests standardisés trop complexes pour des enfants à l'entrée en CP ; des tests qui comportent des stéréotypes sexistes ; des problèmes techniques nombreux qui ont empêché les élèves d'écoles entières de passer tout ou partie des évaluations.

Contre cette vision managériale de l'école et "la culture du résultat", **SUD éducation revendique des moyens pour une école égalitaire et émancipatrice.**

→ pour la suppression de ces évaluations.

→ SUD éducation appelle les enseignant-e-s du 1er degré à ne pas faire passer les évaluations et le cas échéant à ne pas faire remonter les résultats. Dans les conseils d'école et d'administration, dénonçons ces évaluations. SUD éducation s'engage à défendre les collègues.

→ SUD éducation appelle à signer la pétition pour exiger la fin des évaluations nationales : <https://frama.link/evalsnats>

SUD ÉDUCATION REVENDIQUE :

- l'abandon de Parcours Sup' et de la réforme du LGT et du lycée professionnel,

- **des moyens pour l'éducation prioritaire** : 16 élèves par classe dans toute l'éducation prioritaire, 1 CPE pour 4 classe, 1 AED pour 50 élèves, 1 RASED complet par groupe scolaire et 1 enseignant-e supplémentaire pour 5 classes,

- **une baisse du temps de service face élève** de trois heures pour les enseignant-e-s du second degré, les trois heures libérées étant consacrées au travail en équipe ;

- **une revalorisation conséquente de la rémunération des personnels**, le retrait du jour de carence, un début de carrière à 1700€ et **le refus de l'imposition d'une deuxième heure supplémentaire.**

ORGANISONS-NOUS !

→ Réunissons-nous en HMI et en Assemblée Générale pour discuter des modalités d'actions,

→ Construisons la grève dans nos écoles, collèges et lycées contre les réformes Blanquer et cette politique éducative qui creuse les inégalités en asphyxiant le service public d'éducation dans notre académie !